

défense, dans la mesure où nous pouvons la deviner d'après les déclarations du premier ministre (M. Trudeau) au cours du débat, c'est que cette politique ne tient pas compte des dangers réels qui nous menacent et, par conséquent, le gouvernement n'adopte pas les priorités qu'il y aurait lieu d'adopter. La plus grande menace qui plane sur le monde aujourd'hui n'est pas la possibilité d'une attaque nucléaire massive, voire de quelque attaque militaire contre l'Amérique du Nord. Vu l'immense puissance nucléaire de contre-attaque des États-Unis d'Amérique, toute attaque semblable serait pure folie. Mais accuser de folie des ennemis éventuels est également de la déraison, car cela ne mènerait qu'à des pertes innombrables. En outre, la menace d'une attaque générale des forces soviétiques en Europe n'en est plus vraiment une. Concentrer une large part de nos ressources militaires en Europe serait mal diriger nos efforts, nous enfermer dans des attitudes mentales qui avaient leur raison d'être quand l'Europe occidentale était effectivement menacée d'une attaque.

Aujourd'hui, les forces alliées disposent de 7,000 armes nucléaires de combat, dont une infime partie suffiraient à dévaster l'Europe entière. On estime que les Soviétiques possèdent au moins 1,000 armes semblables. Toute attaque qui déclencherait un engagement d'armes nucléaires tactiques, sans parler d'une escalade menant à l'emploi d'armes nucléaires stratégiques, serait également pure folie. Mais dans les autres parties du monde, l'instabilité provoquée par l'écart entre l'espoir grandissant des peuples indépendants de fraîche date et leur pauvreté écrasante, a fait naître des conflits et en fera naître d'autres. Le danger réel provient de ce que ces conflits peuvent se répandre. Ce n'est pas en Europe, mais en Asie, que la tragique guerre du Vietnam a miné les forces et rongé les ressources du pays le plus riche et le plus puissant du monde. C'est en Afrique qu'une guerre presque oubliée se poursuit, et où des millions sont menacés d'extinction. Bien des conflits dans ces régions sont aggravés par des haines tribales.

La priorité devrait donc être orientée vers l'édification d'une société mondiale par une revalorisation des Nations Unies. Cela est loin dans l'ordre des priorités du premier ministre. Pour notre parti, c'est la toute première. A notre avis, il faudrait accorder la priorité au maintien d'une force extrêmement mobile, mise au service des Nations Unies pour des fonctions de maintien de la paix. Il est de mode à l'heure actuelle de minimiser l'opportunité de telles forces. A mon avis, il se présentera encore inévitablement bien des occasions de faire œuvre utile dans ce domaine.

[M. Brewin.]

Une force classique mobile serait l'apport le plus utile que le Canada pourrait faire en Europe.

Mais je veux surtout demander aujourd'hui au gouvernement de préciser sa position à l'égard de la proposition américaine de mettre en place un réseau de missiles antimissiles. Bien sûr, c'est une décision prise par les États-Unis. Elle risque néanmoins d'avoir des répercussions dans le monde entier. Le Canada, à titre d'allié, doit sûrement pouvoir avoir voix au chapitre dans le débat en cours aux États-Unis, étant donné surtout que l'enjeu est si considérable. J'exhorte le gouvernement à affirmer sans équivoque que le Canada refuse carrément de s'associer au NORAD ou à tout réseau ABM.

Je ne veux pas dire par là que le Canada devrait refuser toute participation au système de sécurité des États-Unis, et, partant, à celui de l'Amérique du Nord ou du monde. C'est plutôt le contraire. Je crois que le réseau de missiles antimissiles, dans sa forme simplifiée ou dans sa forme massive, qu'il s'agisse du réseau Sentinel de M. Johnson ou de la version Safeguard modifiée de M. Nixon, constitue un pas en avant dans ce que M. MacNamara appelle l'impulsion dérégulée que donne la mise au point de tout nouvel engin nucléaire.

• (5.50 p.m.)

A quoi se résume le réseau proposé? Je m'en tiendrai au réseau modifié, «Safeguard». Il doit coûter entre six et sept milliards de dollars. Il est conçu pour protéger le réseau terrestre de riposte des États-Unis contre toute attaque soviétique directe, et leur assurer une défense régionale contre toute attaque chinoise, et contre tout lancement accidentel.

La Phase 1—le jargon américain a recours au mot «phase» dans ce domaine—comprendra deux grandes bases de missiles, au Montana et dans le Dakota du Nord. Si elles sont approuvées par le Congrès, l'installation doit être terminée en 1973. Elles comporteront de 400 à 600 fusées Spartan à longue portée et Spring à courte portée.

Pour certaines raisons, on devrait voir dans ce réseau un gaspillage monstrueux d'argent. D'abord, il faut se demander s'il protégera effectivement les bases de missiles stratégiques américains, ainsi que les villes et les habitants des États-Unis contre une attaque nucléaire.

Il faut souligner que ni le président Nixon ni qui que ce soit d'autre n'a jamais prétendu que ce réseau, même fort élargi, puisse vraiment protéger les villes ou la population contre une attaque soviétique. Quant à la protection des bases de lancement, le dispositif offensif de dissuasion des États-Unis est à la